



Z A M U K A

Bulletin d'analyse et d'information sur la microfinance

N°17 Mars 2010

494 000 EUROS ACCORDES AU RIM POUR ASSISTANCE TECHNIQUE AUX EMF.

En date du 10 décembre 2009, un accord de financement de 4 480 010 euros au titre de la deuxième phase du programme de développement du secteur de la micro finance a été signé entre le Ministère néerlandais de la Coopération au Développement et le Ministère burundais des Finances.

De cette enveloppe, un montant de 494 000 euros a été rétrocédé au Réseau des Institutions de Micro finance au Burundi, RIM, qui en assure la gestion, en vue de contribuer à la réhabilitation du secteur de la micro finance au Burundi.

Concrètement, ce montant permettra au RIM de réaliser deux programmes à savoir:

-Introduction du produit «crédit solidaire» dans les produits offerts par les Etablissements de Microfinance,

- Appui à la planification stratégique des établissements de microfinance.

Selon l'accord confiant au RIM la gestion de ce montant, la mise en oeuvre du programme «Crédit solidaire» vise l'augmentation de la portée de la micro finance en faveur des populations qui ne disposent ni de salaires réguliers ni de garanties ou de nantissement traditionnels particulièrement en milieu rural.

L'objectif poursuivi en appuyant les EMF à la planification stratégique est

d'amener ces derniers à atteindre les normes référentielles du secteur internationalement reconnues ainsi que leur notation externe.

En terme d'activités, la cellule d'assistance technique aux EMF est appelée à accompagner la définition des plans stratégiques des établissements de micro finance qui seront à la base des demandes de subventions au Fonds pour la Relance, les Conseils et les Echanges en micro finance, FORCE, et notamment à aider les établissements de micro finance à définir leurs stratégies de développement, les plans de mise en oeuvre de ces stratégies ainsi que les indicateurs de performance à atteindre.

Il convient de signaler que la cellule chargée d'appuyer les établissements de micro finance à la planification stratégique est opérationnelle depuis le 03 Avril 2010 sous le guide de Développement International Desjardins, DID, choisie pour accomplir les tâches susmentionnées.

Quant au programme crédit solidaire, les activités concernent essentiellement la formation des directeurs et des agents de crédits

de 8 établissements de micro finance pilotes sur les principes de base du crédit solidaire ainsi que l'appui dans l'élaboration des plans d'action pilote des EMF.

Signalons que les deux programmes couvrent une période de 3 ans. Celui concernant l'introduction du produit «crédit solidaire» a démarré en septembre 2009.

SOMMAIRE

494 000 euros accordés au RIM pour assistance technique aux EMF.....	1
Le FSTE, trois mois avant la célébration de ses noces d'argent au service des enseignants.....	2
L'habitat, une priorité des micro crédits accordés aux salariés burundais.....	3
Vers l'établissement d'une structure régionale de microfinance	4
Quels liens entre les performances sociales et les performances financières?.....	5
Le Rating pour quoi faire?.....	6
Programme de formation 2010.....	7
Quelques indicateurs au 31 décembre 2009.....	8



LE FSTE, TROIS MOIS AVANT LA CÉLÉBRATION DE SES NOCES D'ARGENT AU SERVICE DES ENSEIGNANTS

Trois mois avant la célébration du jubilé d'argent du Fonds de Solidarité des Travailleurs de l'Enseignement, FSTE, la rédaction du Bulletin ZAMUKA s'est entretenue avec Monsieur Séverin MINANI, Directeur Gérant, qui informe sur les principaux services que le Fonds offre à ses membres, sur sa situation actuelle ainsi que sur les projets en perspective.

De la création et des Objectifs du FSTE

Le FSTE a été porté sur les fonds baptismaux en Août 1985 et reconnu par ordonnance ministérielle n°550/328 du 22 Septembre en 1986. Il a donc 25 ans. Conformément à la réglementation régissant les activités de microfinance au Burundi en vigueur depuis 2006, le FSTE a eu son agrément par la Banque Centrale dans la catégorie des coopératives d'épargne et de crédit. En créant le FSTE, les enseignants ont voulu se doter d'un instrument pour accéder aux micro crédits en vue d'améliorer leurs conditions de vie. Car en procédant par des demandes individuelles de crédits auprès des banques, beaucoup parmi eux ne parvenaient pas à remplir les conditions exigées.

Dans sa ligne de mire, le FSTE a placé comme objectifs la mobilisation de l'épargne et d'autres ressources financières nécessaires pour répondre aux demandes de crédits de ses membres ; l'octroi des crédits adaptés aux besoins de ses membres; la conciliation des missions économique et sociale en visant leur équilibre et leur pérennité.

Des membres et des services offerts

Au 31 décembre 2009, le FSTE comptait 26 228 membres répartis en quatre catégories composées des enseignants sous statuts, des enseignants sous contrats, des enseignants des établissements à gestion autonome ainsi que des particuliers, anciens enseignants qui s'engagent à s'acquitter régulièrement de leurs obligations.

Les principaux produits octroyés par le FSTE sont constitués par :

- L'épargne obligatoire fixée à 3 % du salaire de base ainsi que l'épargne supplémentaire dont le seuil de cotisation est laissé au volontariat du membre. Elle est rémunérée à 7% et remboursable une fois l'an.

- Les crédits ordinaires et les crédits d'urgence.

Les crédits d'urgence portent essentiellement sur les soins médicaux particulièrement à l'étranger qui sont accordés au taux de faveur de 10%. Ils portent également sur les frais scolaires, la reconstruction des maisons détruites, l'achat des parcelles, les frais de viabilisation, les mariages etc. Les demandes concernant ce genre de crédits sont traitées tout au long de l'année et leur durée de remboursement ne peut pas excéder 24 mensualités au maximum. Le Fonds peut également financer des investissements à caractère individuel ou collectif tels que la promotion de l'agro-élevage, le commerce ou l'artisanat etc.

Pour être éligible aux crédits du Fonds, le candidat doit avoir 3 mois étant membre et s'acquitter régulièrement de ses cotisations, disposer d'une garantie, aval ou assurance sur crédit.

Des atouts

Une politique de crédit de proximité.

Le FSTE pratique un système de micro crédits de proximité à travers 158 sections réparties dans toutes les communes du pays. Chaque section correspond à une entité administrative qu'est la commune. A la tête de chaque section se trouve un comité composé d'un président, d'un vice président et d'un secrétaire. Il s'agit donc d'une structure qui est de nature à favoriser la circulation de l'information qu'elle soit



Séverin MINANI Directeur Gérant du FSTE

ascendante ou descendante. Ce sont ces sections qui reçoivent les demandes de crédit des membres et les acheminent au FSTE. Ce dernier à son tour établit des listes d'ensemble, les analyse en fonction des montants disponibles et renvoient les décisions de crédits aux responsables des sections avec contrats à faire signer aux bénéficiaires. Ces derniers ne doivent aucunement quitter leur poste d'attache pour suivre leurs dossiers au FSTE. Après signature des contrats, les présidents des sections ramènent les dossiers au FSTE qui procède ensuite aux transferts des montants accordés sur les comptes.

Le recouvrement des crédits est facile puisque les remboursements s'opèrent par retenu de salaire à la

Suite en page 3



L'HABITAT, UNE PRIORITE DES MICRO CREDITS ACCORDÉS AUX SALARIÉS BURUNDAIS

Selon une étude réalisée au mois de mars 2009, par le Réseau des Institutions de Micro finance au Burundi, RIM, sur l'impact du micro crédit accordé aux salariés, il est révélé que presque la moitié des micro crédits octroyés à ces derniers est destinée à l'habitat.

En effet, il était question pour le RIM, d'avoir des informations confirmant l'affectation réelle des micro crédits accordés aux salariés entre la consommation, la production, l'habitat et les activités génératrices de revenus. A partir de ces informations, des actions devraient être envisagées notamment:

- Inviter les EMF à réorienter leur politique en mettant l'accent sur les crédits à la production si le constat

révèle que les crédits servent plus à la consommation qu'à la production,

- Inviter les partenaires à appuyer davantage les EMF si l'étude débouche sur le constat que les crédits sont orientés pour une part importante dans la production.

Selon les activités financées, il se dégage de l'étude, le constat qu'une grande part du micro crédit octroyé est utilisée pour l'habitat et représente 47,3 %, vient ensuite la consommation avec 22,2 %, suit la production et les activités génératrices de revenus avec 17,7% et enfin le petit équipement avec 12,8 %.

La même étude révèle que le volume de crédit utilisé par les femmes pour

l'amélioration de l'habitat, est assez significatif et atteint 54 % .Les femmes seraient-elles plus soucieuses de l'habitat que les hommes?

Selon les recommandations formulées par l'étude à partir de ces constats, les EMF pourraient faire faire en commun une étude pour approfondir les types de crédit les mieux adaptés au profil des salariés et à leurs besoins.

Les EMF sont également invités à repenser leur politique d'intervention pour tenir compte de l'importance des utilisations.

Dieudonné MUREKAMBANZE

Suite de la page 2

source. Tous les crédits sont assurés contre la perte d'emploi, le décès et l'incapacité permanente.

Il convient aussi de noter que le FSTE pratique un taux d'intérêt dégressif et annuel et que le niveau de ce taux vient d'être réduit de 2%.

Du bilan au 31 décembre 2009

Les chiffres qui suivent illustrent le niveau d'activités du FSTE au 31 décembre 2009. A cette date, l'encours crédit s'élevait à 5 771 374 945 Fbu. Les dépôts de ses membres étaient de 2 057 990 074 Fbu. Le bénéfice net du FSTE à la même date s'élevait à 233 000 000 Fbu alors que les fonds propres étaient de 1 695 000 000 Fbu.

Des défis

Le défi majeur auquel le FSTE est confronté dans l'immédiat réside au

niveau du respect des normes édictées, en l'occurrence l'adéquation du rapport encours crédit (beaucoup influencé par des ressources en provenance des banques commerciales de la place) et le total des dépôts. Il convient de rappeler que l'article 57 du décret portant réglementation des activités de microfinance au Burundi stipule que les risques de crédits portés par un établissement de microfinance, à l'exclusion des risques pris sur ressources affectées qui incombent au bailleur de fonds, ne peuvent excéder 100% du volume total des dépôts.

Des perspectives

Au niveau de ses projets, le FSTE est entrain de construire son nouveau siège social au centre ville, en face de la Banque Centrale. Il s'agit d'un projet qui a été partiellement financé par le Fonds pour

la Relance, les Conseils et les Echanges en microfinance, FORCE, et les fonds propres du FSTE. Le projet est encours de finalisation et à partir du début de l'année 2011, le FSTE aura ses propres locaux et pourra même faire louer une partie.

Le FSTE entend également s'ouvrir dans un avenir proche aux autres fonctionnaires pour étendre son champ d'action et assurer la croissance du portefeuille et de l'épargne.

D'autres projets en perspectives concernent la recherche des subventions auprès des organisations et bailleurs de fonds non traditionnels, le développement des ressources humaines par la formation de ses cadres et agents ainsi que l'augmentation des fonds propres.

Dieudonné MUREKAMBANZE

VERS L'ETABLISSEMENT D'UNE STRUCTURE REGIONALE DE MICROFINANCE

A travers les colonnes de votre bulletin ZAMUKA, vous avez, certes, déjà été informé sur un projet régional d'appui à la micro finance initié par la Conférence Régionale sur la Région des Grands Lacs.

Le projet en question avait d'abord été discuté et jugé prioritaire par les experts régionaux. Le choix en priorité de ce projet par les Etats de la Région des Grands Lacs a été motivé par le constat selon lequel la majorité des populations dans la région des Grands Lacs opère dans l'informel et n'ont pas accès au crédit des banques classiques.

Dans le cadre de ce projet, une structure régionale de micro finance est envisagée pour relever le grand défi lié au problème d'accès aux services financiers.

L'étude diagnostique du secteur de la micro finance dans toute la Région des Grands Lacs devant éclairer la mise en place de cette structure a été validée au cours du 14^{ème} réunion du Comité Intergouvernemental d'Experts tenue du 15 au 18 Mars 2010 à Kigali au RWANDA.

L'étude révèle que, dans cette région, plusieurs populations vivent en dessous du seuil de pauvreté. Une des causes de cette situation étant le manque d'accès aux moyens de production dont le crédit constitue un levier.

D'une manière générale, il résulte de l'étude diagnostique sur les onze pays des Grands Lacs (Angola, Burundi, République Centrafrique, République du Congo, République Démocratique du Congo, Kenya, Ouganda, Rwanda, Soudan, Tanzanie, Zambie), que l'accès aux

services financiers et partant aux micro crédits, reste encore un grand problème à résoudre lorsqu'on compare la population pauvre et le taux de pénétration des institutions de micro finance. Une demande importante existe et n'attend qu'à être desservie.

Selon toujours cette étude, la couverture géographique et l'implantation d'institutions de micro finance dans la Région des Grands Lacs ne sont pas suffisamment étendues pour permettre d'atteindre adéquatement les populations rurales.

L'offre de crédit se concentre principalement sur des produits que les bénéficiaires des crédits orientent au petit commerce ainsi qu'à l'artisanat.

A cause des petits montants et la courte durée des crédits octroyés, on observe dans presque tous les pays de la région que les bénéficiaires de crédits agricoles sont quelque peu défaillants.

Il ressort également de cette étude que, au niveau du management et de la gouvernance des institutions de micro finance, il existe un déficit de professionnalisme et des compétences techniques avéré dans le chef de certains dirigeants et agents des IMFs, une absence d'innovation dans la conception des produits financiers adaptés à la clientèle cible ; l'utilisation d'un système d'information de gestion parfois obsolète.

Un accent particulier sur le rôle des associations professionnelles dans la Région des Grands Lacs a été également signalé. « Les réseaux et associations professionnelles dans la Région des Grands Lacs jouent un rôle d'accompagnement du développement du secteur de la micro finance. Son rôle moteur dans le renforcement des compétences des institutions est à saluer ». souligne l'étude.

Nonobstant le dynamisme du secteur de la micro finance dans la région des Grands Lacs, l'étude présente quelques zones d'ombres à savoir:

- La faiblesse des systèmes d'information qui conduit au manque systématique des données statistiques;

- La faiblesse des systèmes de surveillance du secteur, étant donné que les services de supervision dans certains pays souffrent de carence en ressources humaines compétentes ainsi que l'insuffisance des ressources matérielles permettant de prendre en charge le secteur, prévenir sa fragilité et couvrir l'ensemble des institutions de micro finance implantées sur les territoires dans le cadre des contrôles prudentiels.

Face à ces constats et surtout à l'existence des besoins en matière de financement et de renforcement des capacités, l'étude présente une série de recommandations dont les principales sont les suivantes :

- Il est impérieux que la conférence mette en place une structure régionale de collecte des fonds en faveur de la micro finance dans la région, sans disperser les efforts et en assurant une bonne coordination des actions.

Cette structure régionale devrait aussi, avec l'aide des prestataires de services techniques, jouer le rôle de structure unique régionale d'appui à la professionnalisation des institutions de micro finance de la région et de renforcement des capacités aux fins de développer une offre des services financiers adaptés aux populations à faibles revenus et à promouvoir une approche commerciale de la microfinance.

- La CEA (Communauté Est Africaine), dans le cadre du programme multi annuel et en vertu du mémorandum

Suite en page 5



QUELS LIENS ENTRE PERFORMANCES SOCIALES ET PERFORMANCES FINANCIERES ?

L'utilité sociale peut servir la viabilité économique des IMF

Etre utile, est-ce rentable ?

La question peut paraître cynique, mais il en va pour la microfinance de sa « promesse » : être un instrument économiquement viable pour contribuer au développement.

La priorité de ce secteur a longtemps été de garantir sa viabilité et sa croissance, donc de mesurer ses performances financières.

Les performances sociales étaient considérées comme acquises, amenant les institutions de microfinance (IMF) à négliger leur mesure et leur gestion. Pourtant, les IMF ont souvent voulu renforcer et rendre plus visibles leurs actions en faveur de leurs clients.

De plus, au fur et à mesure que les critiques se sont renforcées, un nombre croissant de praticiens, investisseurs et bailleurs de fonds ont pris conscience des lacunes en termes de valorisation de l'utilité sociale du secteur et ont réagi pour développer des outils et des approches.

Il faut maintenant s'assurer que le renforcement des performances

sociales ne se fasse pas au détriment des progrès accomplis en matière de pérennité financière.

Il existe plusieurs hypothèses contradictoires sur la relation entre viabilité financière et objectifs sociaux. Certains pointent la « dérive de mission » que connaîtraient les IMF quand elles cherchent à assurer leur rentabilité, demandant des garanties physiques, augmentant le volume de leurs prêts et s'adressant à une clientèle moins précaire. D'autres mettent en avant des synergies, les performances sociales favorisant une confiance mutuelle, la participation et la satisfaction des clients, qui se traduiraient par de meilleurs taux de remboursement et une réduction des coûts de transaction pour l'institution.

Le manque d'information était la principale limite pour répondre à cette question, des résultats fiables et pertinents ayant longtemps été difficiles à obtenir. Dans la plupart des études notamment, les indicateurs de performances sociales utilisés (volume du portefeuille, montant moyen des crédits ou nombre de femmes) sont peu satisfaisants, n'apportant que des

indications imprécises sur le ciblage réel des IMF et sur leurs performances sociales plus largement.

Des évaluations pour une gestion équilibrée de la microfinance

CERISE, un réseau d'échange sur les pratiques en microfinance, développe depuis 2002 l'outil SPI (Social Performance Indicators) qui permet une évaluation sociale des IMF.

Les performances sociales sont définies comme « la traduction effective dans la pratique de la mission sociale d'une institution de microfinance, en lien avec des valeurs sociales communément acceptées : servir un nombre croissant de personnes pauvres et exclues, fournir des services adaptés et de qualité, générer des bénéfices pour les clients et renforcer la responsabilité sociale des IMF ». Ce sont ces quatre dimensions qui sont reprises dans l'outil SPI.

Liens observés entre performances sociales et financières

Les institutions qui ciblent plus activement des populations pauvres

Suite en page 7

Suite de la page 4

d'entente avec la Conférence, pourrait jouer le rôle de lobbying auprès des différents bailleurs et prestataires techniques internationaux, qui du reste, sont les mêmes qu'on retrouve dans tous les pays et qui gagneraient à canaliser les interventions dans la région des Grands Lacs qu'à les disperser.

- La Conférence devrait rapidement lancer l'étude de faisabilité de la mise en place de la structure selon les termes de référence déjà élaborés. Cette

étude de faisabilité devrait suivre les pistes que donneraient les principaux acteurs des pays de la région ainsi que des ébauches de forme, de structure et des conditions d'interventions.

- A tout le moins, la structure à mettre en place devrait comporter trois compartiments qui lui permettraient de jouer à la fois le rôle de Fonds de garantie, de Fonds de refinancement et de Fonds d'appui institutionnel.

- Aux fins d'avoir une idée approximative du fonds de démarrage des activités de ce mécanisme régionale d'appui à la micro finance et des besoins à satisfaire, les réseaux ou associations de micro finance existants contribueraient positivement en récoltant auprès de leurs membres les évaluations chiffrées de besoins sur une période minimale de 3 ans : En refinancement, en renforcement des capacités et infrastructures.



LE RATING POUR QUOI FAIRE ?

Le Bulletin ZAMUKA a recueilli pour vous les avis de Mlle Fairouz Boumhaouss, Conseillère Technique chez Planet Finance, sur l'importance de la notation pour une institution de microfinance.

ZAMUKA: Que représente le fait d'être noté pour une institution de microfinance ?

F.B: Pour une IMF, le rating/notation est de deux ordres : financier et social, qui sont complémentaires afin d'évaluer l'accomplissement du « bottom line » d'une IMF. Le rating devrait représenter pour une IMF une évaluation critique et objective conçue comme un outil de gestion interne pour ses dirigeants afin d'évaluer ses performances à la fois sociale et financière.

Cette analyse débouche sur une note de performance qui amène les dirigeants à se saisir concrètement des performances de leur institution, une note qui évalue les aspects de gestion en termes de gouvernance, opérationnel et financier, de risque et des activités de l'institution. Cette note permet alors aux dirigeants de se poser constructivement les deux questions suivantes :

quelles sont les performances de mes capacités opérationnelles et financières et quel effort opérationnel doit être poursuivi par mon IMF pour améliorer ses performances.

En fonction du niveau de la note, le rating permet à l'IMF de se saisir de ses forces et faiblesses et d'en conclure les priorités stratégiques pour ajuster et/ou développer de meilleures stratégies permettant de tirer les performances vers le haut.

Quand une institution de micro finance décide de se faire évaluer par une agence de notation externe, elle montre son engagement envers la transparence et sa volonté de s'améliorer dans ses opérations pour pouvoir servir mieux et davantage sa clientèle.

La transparence est importante pour tous les partenaires de l'institution de micro finance, qu'ils soient investisseurs, donateurs, ONG d'appui et surtout les clients. Pour un investisseur ou un donateur potentiel, le choix est vite fait entre une institution de micro finance qui veut s'engager dans un processus de transparence et de renforcement et une IMF qui ne montre pas de signes dans ce sens.

ZAMUKA: A qui profite le Rating ?

F.B: Le rating est un outil pour les institutions de microfinance elles mêmes, mais également pour les intervenants sur le marché des capitaux, qui peuvent ainsi disposer d'une information externe, indépendante et fiable sur le niveau de performance opérationnel et financier ainsi que les capacités de gestion de l'institution.

En effet dans un contexte où les institutions de microfinance sont à la recherche des financements sur le marché des capitaux en vue de répondre à la demande sans cesse croissant des populations, le rating constitue pour les investisseurs potentiels un instrument de mesure du risque. Ces derniers souhaitent investir dans des institutions qui ont avant tout des objectifs de rentabilité et de viabilité financière. Cette exigence de transparence financière à travers une information fiable et cohérente, se retrouve également au niveau de certains partenaires au développement souhaitant apporter une assistance technique à des institutions viables et pérennes afin



Mlle Fairouz Boumhaouss, Conseillère Technique au Planet Finance

de garantir un impact au niveau des populations bénéficiaires.

L'ensemble du secteur de la micro finance dont le degré de transparence financière est renforcé favorise l'intégration progressive de la micro finance au système financier global.

Enfin, les agences de rating elles mêmes sont également directement bénéficiaires puisqu'il s'agit pour elles d'une activité commerciale avec un marché en extension.

ZAMUKA: Qui trouve intérêt à financer les missions de rating? et pourquoi ?

F.B: Les IMF qui souhaitent être transparentes et recevoir de l'appui externe devrait trouver intérêt à financer leur rating. En ce sens les IMF qui

Suite en page 7



tendent à avoir des coûts opérationnels plus élevés. Mais ce constat concerne avant tout le ciblage individuel (sélection des clients en fonction de leur profil socioéconomique).

Ce phénomène est expliqué par les risques supérieurs et le manque de garanties inhérents à cette clientèle, une plus forte réticence de la population cible à intégrer les programmes de microfinance et les difficultés liées à l'apport de l'accompagnement non financier dont ce public a besoin.

Néanmoins, on remarque que les autres approches de ciblage, en l'occurrence géographique et méthodologique (modes d'intervention adaptés aux personnes pauvres et exclues), sont associées à une meilleure productivité du personnel. Ceci peut s'expliquer non seulement par le fait que ces approches s'appuient généralement sur une plus forte participation, mais également parce qu'elles permettent aux IMF de se tourner vers des niches de marché moins exposées à la concurrence.

En revanche, les institutions participatives tendent à avoir une autonomie opérationnelle moins élevée, en raison

d'une pression à la baisse des taux d'intérêt de la part des clients actifs dans la gouvernance. Cet élément nécessiterait d'être approfondi par des analyses plus poussées.

L'importance des économies d'échelle pour améliorer les performances, se vérifie pour certaines dimensions des performances sociales. Ainsi, ce sont les plus grandes IMF en termes de portefeuille qui ont la meilleure diversité et qualité des services ainsi que la plus forte responsabilité sociale.

Ce sont ces mêmes institutions qui obtiennent de meilleurs résultats en matière d'impayés et de coûts opérationnels.

Enfin, une bonne responsabilité sociale, en particulier vis-à-vis des employés et de la communauté, est associée à un meilleur portefeuille à risque, ce qui peut s'expliquer par un engagement fort des employés envers leur institution, et par la bienveillance de la communauté à son égard.

Conclusion

En synthèse, la création récente de méthodes simples et fiables

d'évaluation permet aujourd'hui de recueillir un grand nombre d'évaluations sur les performances sociales qui renseignent sur la capacité de la microfinance à remplir son double objectif de résultat.

Les résultats des analyses confirment que performances sociales et performances financières ne sont pas incompatibles.

Certes, le ciblage des pauvres et des exclus implique des coûts supérieurs pour les institutions de microfinance.

Néanmoins, d'autres aspects des performances sociales sont positivement corrélés avec les résultats opérationnels et financiers: la couverture géographique, associée à des modèles participatifs, une méthodologie de prêt adaptée ou encore une bonne responsabilité sociale. Cette corrélation est d'autant plus forte que les IMF sont de taille importante, ce qui leur permet de faire des économies d'échelle.

Source: www.lamicrofinance.org

financent leur rating le conçoivent également comme un instrument de reporting technique pour sensibiliser d'une part les donateurs et investisseurs à allouer des ressources, et d'autre part les organisations de conseil en micro finance à les appuyer dans leur besoin d'assistance technique.

Il faut noter que les agences de rating se sont heurtés au départ à la réticence des institutions de microfinance en raison de la publication du rapport d'évaluation et donc de leurs données, mais également de leur notation future. Les premiers financements ont donc été essentiellement le fait des bailleurs de

fonds qui souhaitent avoir une visibilité sur la situation des institutions mais également promouvoir la transparence financière dans le secteur.

ZAMUKA: Quelle forme de Rating pour les petites IMF ?

F.B: Je ne vois pas pour quelle raison il faudrait considérer un rating spécifique pour les petites IMF. Une IMF reste une IMF quelque soit sa taille. Toute IMF qui reçoit le droit d'exercer en tant que telle est appelée à répondre à des standards de

performances sociale et financière, il n'y a pas de distinction à faire sur « petite » ou « grande » IMF mais plutôt sur « les plus performantes » et « les moins performantes ».

Il convient aussi de noter que les petites IMF n'ont pas toujours les systèmes d'information ou les procédures de contrôle internes et externes adaptées pour fournir une information complète et vérifiée utilisable pour une évaluation globale.

Recueillis par Dieudonné MUREKAMBANZE

PROGRAMME DE FORMATION 2010

Dans l'élaboration du programme de formation 2010, le RIM a d'abord choisi de descendre jusqu'au niveau de ses membres pour decrypter davantage leurs besoins réels. Les 7 thèmes meublant ce programme que vous lisez ci-bas ont été donc proposés par les EMF aux cours de ces descentes.

N°	Thèmes	Groupe Cible	Période
1	Système d'information de gestion	Les directeurs; les chefs de service; les développeurs de système et toute autre personne intéressée.	22 au 26 Mars
2	Métier de guichetier et de caissier dans une IMF	Caissier; guichetiers et les responsables de la clientèle	03 au 08 Mai
3	Gestion des impayés, calcul et fixation du taux d'intérêt	Les directeurs; les chefs de service; les comptables; les chefs d'agence; toute personne intéressée	06 au 09 Juillet
4	Développement de nouveaux produits	Les direction; les chefs de service; les comptables; les chefs d'agence et toute autre personne intéressée	23 au 27 Août
5	Comptabilité des IMFs	Les directeurs;chefs de service;responsable épargne/crédit et toute autre personne intéressée	20 au 24 Septembre
6	Marketing stratégique pour les IMFs	Les directeurs et les chefs de service	11 au 15 Octobre
7	Formation des agents de crédit	Les agents de crédit et les chefs de service	02 au 26 Novembre

QUELQUES INDICATEURS DES ACTIVITES DE MICROFINANCEAU 31 DÉCEMBRE 2009

Variables	Indicateurs
Nombre d'emprunteurs	166 366
Nombre d'épargnants	384 609
Montant des crédits déboursés en 2009	40 632 884 853 BIF
Nombre de crédits accordés en 2009	101 904
Montant des dépôts	33 282 113 196 BIF
Encours crédit	41 270 650 703 BIF
Nombre total des clients	433 003